## BOUIRA

# Ces éboulements qui font craindre le pire aux populations

***Depuis quelques semaines, plusieurs régions de la wilaya vivent un climat de peur, avec des affaissements et des éboulements de terrains, presque quotidiens.***

Ainsi, depuis la fin janvier, l'on a signalé des éboulements de terrains et des affaissements à travers plusieurs axes routiers dont le plus important reste les chutes de roches au niveau de la RN30 entre Ath Hamad et Tizi-N'Kouilal, dans la commune de Saharidj.

Ces chutes de pierres récurrentes font craindre le pire à tout un village, celui d'Imesdourar qui est situé en contrebas de la RN30 sous une importante pente. Le village Illilten, un peu plus bas, n'est pas épargné non plus puisque, au niveau de ce village, l'on nous signale également des éboulements de terrains et même des chutes de pierres, menaçant des maisons. A Chorfa, c'est un tronçon de la RN30 qui relie cette commune à celle d'Aghbalou qui a été emporté lors d'un éboulement de terrain au début du mois de février, laissant à peine quelques centimètres de route bitumée.

Aussi, les engins qui ont déblayé cet éboulement ont fait dans le système D puisque, depuis les automobilistes empruntent l'accotement situé du côté de la pente en attendant la réfection de cette voie et la réalisation d'un mur de soutènement. A Kadiria, ce sont plusieurs villages qui sont touchés par ce phénomène d'éboulement de terrains. Des maisons entières sont menacées sans que les pouvoirs publics ne trouvent des solutions à ces phénomènes récurrents dans cette région qui va jusqu'aux communes d'Aomar, Aïn Turck et Ath Laâziz.

Au niveau de cette dernière commune, un important éboulement de terrain a eu lieu ce jeudi et a bloqué carrément la circulation au niveau du CW5 qui mène vers Boghni.

Il a fallu plusieurs heures aux engins de la DTP pour évacuer les tonnes de boue qui se sont amoncelées sur la voie afin de rétablir la circulation mais, le risque d'éboulements est toujours présent. De l'autre côté de la commune dans la région d'Ibourassen, la même inquiétude règne au sien des populations qui redoutent le pire à tout moment.

En somme, les quantités importantes de pluie qui se sont abattues dans la région et qui continuent d'ailleurs à tomber, et si elles sont bien accueillies par les agriculteurs, font craindre le pire aux populations situées dans ces régions.

L'épisode d'avril 2012 est toujours présent dans les esprits de ce côté-ci de la commune d'Ath Laâziz où une dizaine de maisons, relevant territorialement de la commune limitrophe de Taghzout, ont été carrément charriées par des éboulements. Depuis, les autorités de la commune de Taghzout ont relogé ces familles mais, d'autres familles vivent la même situation et risquent de voir leurs maisons emportées par les éboulements à tout moment.

En 2012, les services techniques avaient préconisé l'évacuation de toute la zone mais les pouvoirs publics qui n'avaient pas de logements pour reloger autant de monde, conjugué au refus de certaines familles de quitter leurs demeures et leurs terres, les terres de leurs ancêtres, ont fait que personne n'avait insisté sur cette question.

**Y. Y.**

## KHEMIS MILIANA

# L'université Djilali-Bounaâma a dépassé son degré de saturation

***Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohammed Mebarki, a pu constater de visu, jeudi dernier, lors de la visite qu'il y a effectuée, que les capacités d'accueil de l'université Djilali-Bounaâma ont largement dépassé leur degré de saturation, avec 17 500 étudiants inscrits pour 12 000 places pédagogiques seulement.***

Cette situation a été prévue depuis 2008 puisque déjà, le ministre en poste à l'époque avait annoncé une dotation de 8 000 nouvelles places. Cependant, la procédure avait traîné. Dans un premier temps, seule l'enveloppe destinée aux études de faisabilité a été allouée. Ce n'est qu'à partir de l'année 2010 que le reste de la procédure a été relancé. Mais à ce jour, la construction de ces 8 000 places n'a pas encore été entamée. La raison évoquée est que l'AP (Autorisation de programme) a été en deçà de la soumission qui a atteint les 92 milliards de centimes.

Acculé par le développement rapide des effectifs, le ministre a proposé alors d'entamer des travaux avec l'AP allouée en attendant la réévaluation. «Pas faisable» ont répondu les responsables locaux en faisant valoir «on ne construit pas un bloc pédagogique sans ses dépendances et sans les aménagements extérieurs, il ne pourrait fonctionner au milieu d'un chantier, ce qui induirait des conditions d'études insupportables pour tous».

Les responsables de l'université ont fait savoir que face à la saturation, ils ont pris un certain nombre de mesures, à savoir une augmentation du volume horaire journalier, le fonctionnement du campus le samedi et des conventions avec les universités de Blida et de Chlef pour l'accueil d'un certain nombre d'étudiants. Pressentant que la situation ne ferait qu'empirer, l'envoyé du gouvernement a alors promis d'accélérer la procédure de réévaluation mais a exhorté les responsables locaux à faire le maximum pour que, au moins 3 000 à 4 000 places seraient livrées à la rentrée 2016.

Tout comme le responsable de l'entreprise de construction du rectorat constitué d'un bloc central et de 4 blocs administratifs autour, le tout avec 110 bureaux avec leurs dépendances, le chef du projet s'est engagé à livrer l'ensemble en août prochain.

Dans la foulée de la visite, le ministre a inspecté un nouveau restaurant, d'une capacité d'accueil de 800 places flambant neuf, inauguré la nouvelle Direction des œuvres universitaires et posé la première pierre d'une bibliothèque centrale. Réagissant à l'exposé du recteur sur l'aspect pédagogique qui faisait ressortir l'utilité de l'inscription de nouveaux domaines de doctorat, le ministre a répondu «la priorité doit être accordée à la post-graduation immédiate (masters et autres diplômes) quand aux doctorats, les postulants pourront toujours se déplacer vers d'autres universités», en rajoutant «inscrire surtout des filières qui répondront à la demande à l'environnement d'une wilaya à vocation agro alimentaire surtout..

En visitant le chantier de construction des 110 logements pour les enseignants de l'université, chantier à la sortie ouest de la ville de Khemis Miliana, le ministre a demandé aux responsables universitaires de faire jouer la carte du logement pour inciter les enseignants de qualité à venir renforcer les rangs du corps enseignant.»

**K. O.**

## FORTES CHUTES DE PLUIE À MÉDÉA

# Deux enfants tués dans l'effondrement de leur maison

Les fortes pluies qui se sont abattues sur la wilaya de Médéa ces trois derniers jours ont causé de gros dégâts matériels et, malheureusement, humains aussi, a-t-on noté.

En effet, une famille a été endeuillée par la perte de ses deux enfants : Haroun 5 ans et Younès 8 ans ont dû être retirés de sous les décombres de leur maison qui a cédé au «déluge» causé par la profusion extraordinaire des eaux de pluie qui ont touché Médéa à l'instar de toutes les régions centre du pays.

Située dans un quartier du chef-lieu de la wilaya, au lieudit Settara, l'habitation précaire n'a pas pu résister à la force des eaux et le drame s'est produit.

Les éléments de l'unité principale de la Protection civile de Médéa sont intervenus pour sortir les corps sans vie des deux chérubins de sous les déblais. Les dépouilles mortelles ont été acheminées vers l'établissement hospitalier du chef-lieu de la wilaya.

D'autre part, les blessés, dont les parents qui étaient dans un état d'agitation extrême, ont à leur tour été évacués vers la même structure sanitaire pour y recevoir les soins nécessaires.

**M. L.**

## TIZI-OUZOU

# Le management expliqué aux élus locaux et aux encadreurs des APC

***Management des administrations publiques et problématiques environnementales, fiscalité et cadre de vie ont été les sujets abordés, respectivement, par M. Mounir Chérif, spécialiste en management et Mustapha Oubabas, ex-inspecteur de wilaya de l'environnement et consultant pour les questions environnementales auprès du ministère de l'Environnement.***

Ces thèmes d'actualité ont été développés, lors d'une journée d'information organisée, jeudi dernier, à Tizi-Ouzou, par l'INSIM, institut international de management, au profit des élus locaux, des secrétaires généraux et autres agents de l'administration des APC.

Dans sa communication, M. Mounir Chérif a parlé de la gestion des ressources humaines, du management des administrations publiques, de la maîtrise de la communication publique, de la prise de parole en public, la gestion du temps ainsi que la gestion des conflits. Il s'agit d'un ensemble de notions destinées à améliorer les capacités managériales des élus et

des personnels de l'encadrement des APC dans le cadre de l'accomplissement de leurs responsabilités et l'exercice de leurs prérogatives au sein de leurs organisations aussi bien avec les agents et autres fonctionnaires qu'avec l'environnement extérieur dont les citoyens. Un environnement et des conditions socioprofessionnelles qui exigent la maîtrise d'un minimum de savoir managérial sont plus que jamais utiles et nécessaires.

Dans son exposé et lors du débat qui s'en est suivi, le conférencier s'est attelé à démentir l'idée communément répandue selon laquelle le management est l'apanage des gestionnaires et responsables de l'entreprise privée. «Aujourd'hui, l'adaptation au management moderne et aux qualifications exigées par un environnement de travail en permanente évolution et modernisation est une mesure d'efficacité et d'intelligence à faire face aux complexités de gestion de nos collectivités locales, de l'évolution du cadre de vie sociétal environnemental et territorial.

La logique des règles et des outils récents de gestion et l'obligation de performance et de réussite ne contredisent nullement le principe de mode de fonctionnement d'une entreprise, administration ou organisation publique», lit-on dans l'exposé des motifs de cette rencontre qui se veut un espace pour apporter des réponses à de nombreuses questions et problèmes ayant trait à divers domaines de compétences (techniques, comportementales et contextuelles). Celles-ci (les compétences) nécessitent «un développement qui est parmi les enjeux stratégiques nécessaires pour constituer un capital d'aptitudes adaptées aux missions de l'organisation», explique-t-on encore. La problématique environnementale, fiscalité et cadre de vie est le deuxième thème de cette journée abordé par M. Oubabas, ex-inspecteur de wilaya de l'environnement, formateur et consultant des questions environnementales .

Son intervention s'est articulée sur la préservation de l'hygiène publique et la propreté des agglomérations ; l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la protection de sa santé et l'élimination saine et écologiquement rationnelle des déchets et leur valorisation.

**S. A. M.**

## TIPASA

# Des projets d'hôtellerie pour générer des milliers d'emplois

***A Tipasa, lors de la conférence de presse accordée à un parterre de journalistes de divers médias, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mme Yamina Zerhouni, a révélé que l'Algérie compte 400 projets d'hôtellerie tous types confondus dont 5 pour la wilaya de Tipasa.***

Selon la ministre, ces projets sont prévus pour générer 45 000 lits et 25 000 emplois. A ce titre, la ministre a précisé que 400 dossiers sont en cours de démarrage, dont 200 restent dans l'attente d'un permis de construire. Mme Zerhouni a été interpellée par des confrères à propos de l'hôtel Grand Bleu et du projet touristique de Cap Rouge à Cherchell, ayant fait l'objet d'une étude pour la réalisation d'un environnement touristique comprenant 2 hôtels de 600 lits chacun, d'un village artisanal et d'une allée piétonne sur plus de 1 000 mètres.

Evoquant les plages en concessions, la ministre met à l'index les plages qui sont accaparées par des indus occupants en exigeant à ce qu'il y ait une révision des espaces occupés afin de réserver le 1/3 des plages aux citoyens, qui ne sont pas obligés de louer l'accès ou l'espace pour installer leurs parasols.

Cependant, ce fut dans les halls du complexe de la Corne d'or que la ministre s'est enquis des projets faramineux de réhabilitation des trois complexes pour un coût de quatre milliards de dinars.

Lors du périple qu'elle a effectué à Cherchell, ce fut la société des tapis qui a été visitée et qui est prévue pour servir de modèle pour la certification ISO.

**Houari Larbi**